

Flash Economie

28 août 2018 - 924

Pourquoi la concurrence fiscale se fait-elle par la taxation des profits des entreprises et pas par les autres impôts ?

Les pays de l'OCDE se livrent à la concurrence fiscale par la baisse de la taxation des profits des entreprises, mais pas par les autres impôts (impôts directs des ménages, cotisations sociales des ménages ou des entreprises).

Ce choix est bizarre puisque le seul impôt qui semble avoir un effet sur le taux d'emploi, le taux de chômage structurel et la croissance est les cotisations sociales des entreprises. Un taux d'imposition des profits des entreprises bas semble n'être associé à aucune amélioration structurelle globale de la situation économique du pays.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

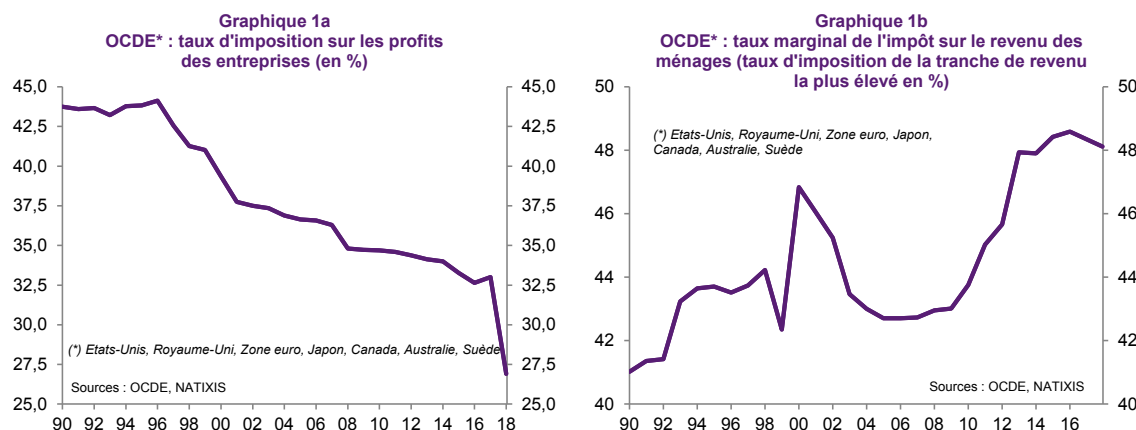
patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

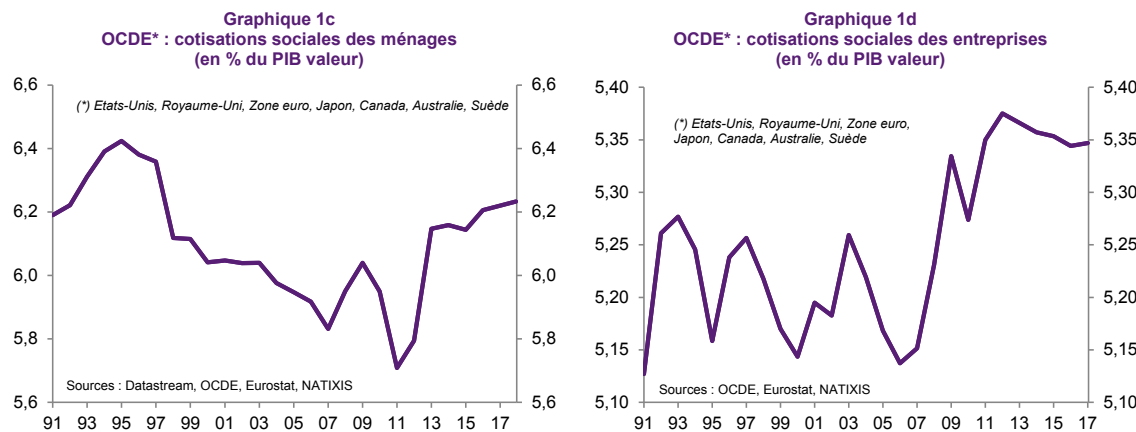
www.research.natixis.com

La concurrence fiscale se fait par la baisse de la taxation des profits des entreprises

Nous nous intéressons aux pays de l'OCDE. Le **graphique 1a** montre l'évolution du **taux de taxation des profits** des pays de l'OCDE. Le **graphique 1b** montre l'évolution du **taux marginal d'imposition des revenus des ménages** (le taux d'imposition de la tranche de revenu la plus élevée).



Les **graphiques 1c/d** montrent l'évolution **des poids des cotisations sociales des ménages et des entreprises**.



A priori, la concurrence fiscale peut s'exercer par la taxation des profits, mais aussi par les cotisations sociales des entreprises (par le coût du travail), par les impôts directs et les cotisations sociales des ménages (par l'attractivité pour les salariés qualifiés).

Mais on voit que, **dans la pratique, la concurrence fiscale concerne seulement la taxation des profits des entreprises**.

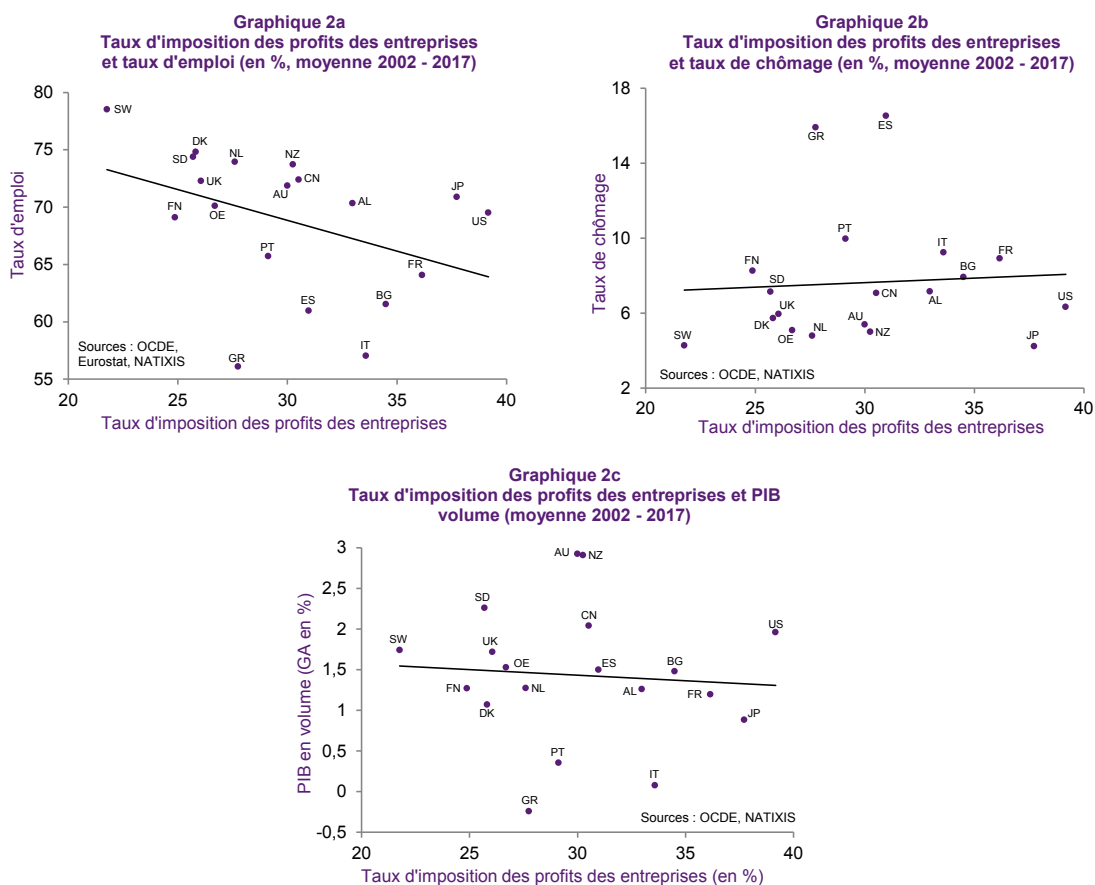
Pourtant, seules les cotisations sociales des entreprises ont un effet sur la situation structurelle de l'économie

Nous comparons pour 19 pays de l'OCDE (tableau 1) le poids des différents impôts et la situation structurelle de l'économie.

Tableau 1 : les 19 pays de l'OCDE analysés

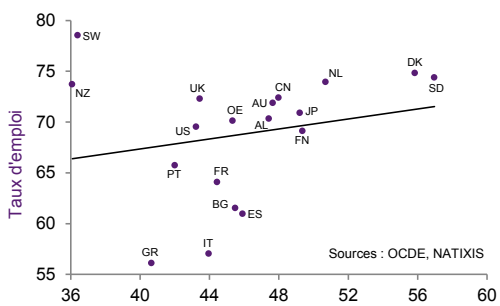
Etats-Unis	Allemagne	Belgique	Suisse
Royaume-Uni	France	Autriche	Japon
Suède	Espagne	Filande	Australie
Canada	Italie	Portugal	Nouvelle-Zélande
Danemark	Pays-Bas	Grèce	

Les graphiques 2a/b/c comparent le taux d'imposition des profits, le taux d'emploi, le taux de chômage et le taux de croissance, sur la période 2002-2018.



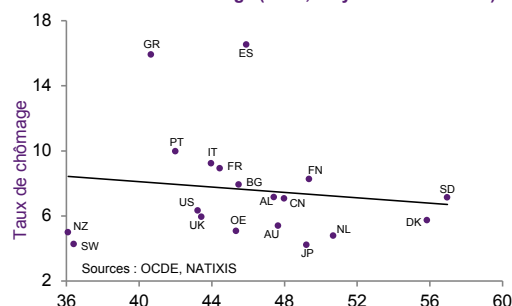
Les graphiques 3a/b/c comparent le taux marginal d'imposition du revenu des ménages, le taux d'emploi, le taux de chômage et la croissance, sur la période 2002-2018.

Graphique 3a
Taux marginal d'imposition du revenu des ménages
et taux d'emploi (en %, moyenne 2002 - 2017)



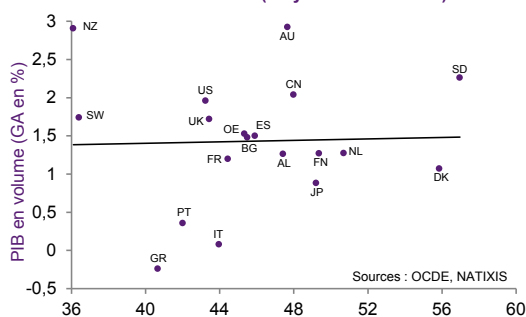
Taux marginal d'imposition du revenu des ménages (taux d'imposition de la tranche de revenu la plus élevée en %)

Graphique 3b
Taux marginal d'imposition du revenu des ménages
et taux de chômage (en %, moyenne 2002 - 2017)



Taux marginal d'imposition du revenu des ménages (taux d'imposition de la tranche de revenu la plus élevée en %)

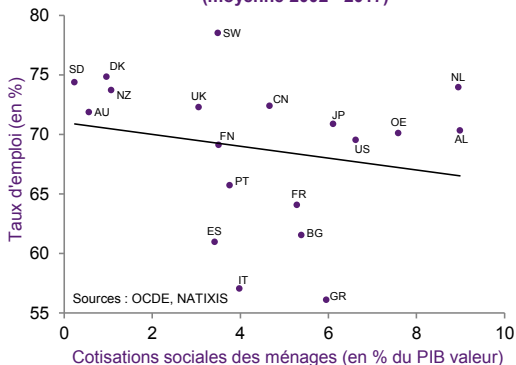
Graphique 3c
Taux marginal d'imposition du revenu des ménages
et PIB volume (moyenne 2002 - 2017)



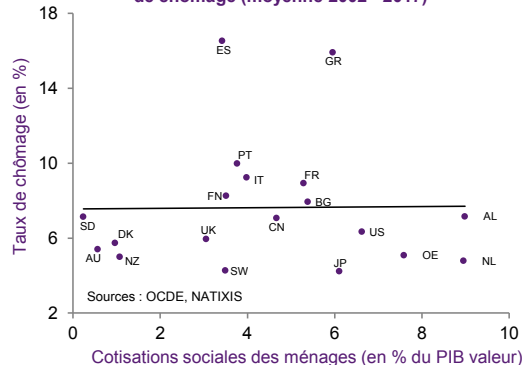
Taux marginal d'imposition du revenu des ménages (taux d'imposition de la tranche de revenu la plus élevée en %)

Les **graphiques 4a/b/c** comparent le poids des cotisations sociales des ménages, le taux d'emploi, le taux de chômage et la croissance sur la période 2002-2018.

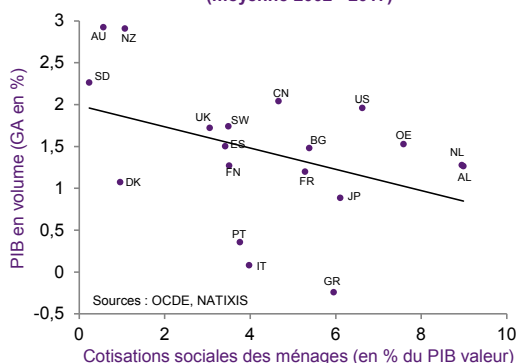
Graphique 4a
Cotisations sociales des ménages et taux d'emploi
(moyenne 2002 - 2017)



Graphique 4b
Cotisations sociales des ménages et taux de chômage
(moyenne 2002 - 2017)

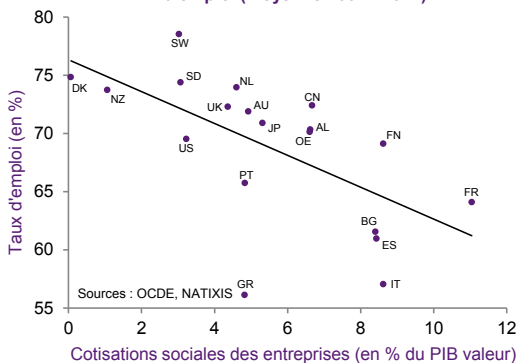


Graphique 4c
Cotisations sociales des ménages et PIB volume
(moyenne 2002 - 2017)

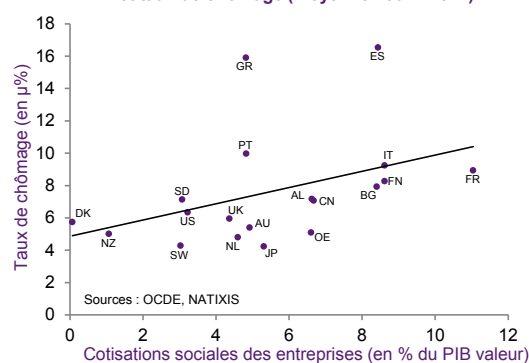


Les graphiques 5a/b/c comparent le poids des cotisations sociales des entreprises, le taux d'emploi, le taux de chômage et la croissance sur la période 2002-2018.

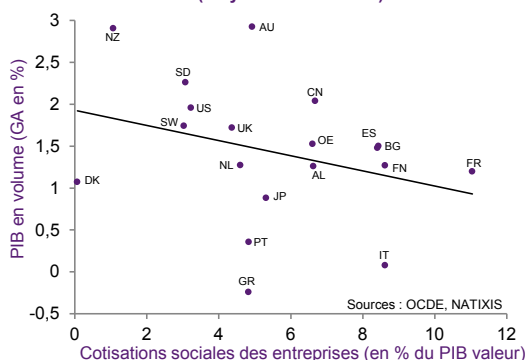
Graphique 5a
Cotisations sociales des entreprises et taux d'emploi (moyenne 2002 - 2017)



Graphique 5b
Cotisations sociales des entreprises et taux de chômage (moyenne 2002 - 2017)



Graphique 5c
Cotisations sociales des entreprises et PIB volume
(moyenne 2002 - 2017)



On voit que le seul impôt qui influence à la fois le taux d'emploi, le taux de chômage et la croissance est les cotisations sociales des entreprises.

Le niveau de la taxation des profits des entreprises est corrélé au taux d'emploi, mais pas au taux de chômage ou à la croissance.

Synthèse : la concurrence fiscale entre les pays de l'OCDE ne se fait pas par le bon impôt

La concurrence fiscale entre les pays de l'OCDE se fait par la baisse du taux d'imposition des profits des entreprises. Or, le niveau de l'imposition des profits des entreprises ne semble pas avoir d'effet sur le taux de chômage ou la croissance. Au contraire, le poids des cotisations sociales des entreprises a un effet très significatif sur le taux d'emploi, le taux de chômage et la croissance. On est donc bien amené à conclure que la concurrence fiscale entre les pays de l'OCDE ne se fait pas par le bon impôt.